

# En Arménie, la rue fait tomber le premier ministre

Au pouvoir depuis dix ans, Serge Sarkissian, protégé de Moscou, a démissionné au profit d'un proche

MOSCOU - *correspondante*

**I**l aura gouverné moins d'une semaine, comme premier ministre. Investi le 17 avril, Serge Sarkissian, 63 ans, ex-président d'Arménie pendant dix ans, de 2008 à 2018, a démissionné lundi 23 avril sous la pression de la rue, qui lui reprochait de s'accrocher au pouvoir.

«*J'abandonne la direction du pays*», a déclaré le dirigeant en évoquant la nécessité de préserver la paix civile après onze jours de manifestations massives auxquelles s'étaient joints, lundi matin, à Erevan, la capitale, près de 200 militaires en tenue. La présence inattendue de ces derniers a, semble-t-il, hâté la décision de M. Sarkissian, aussitôt remplacé par son prédécesseur, Karen Karapetian.

## « Révolution de velours »

La nomination par intérim de cet ex-premier ministre – dans l'attente d'un vote de l'Assemblée prévu dans un délai de sept jours pour désigner officiellement un successeur – ne signifie pas un changement de régime. Agé de 54 ans, M. Karapetian est un allié de M. Sarkissian, dont le Parti républicain, à la tête d'une coalition, domine largement le Parlement avec plus de la moitié des sièges. Tout en savourant la «*victoire*», au milieu d'une foule en

fièvre de plusieurs milliers de personnes réunies lundi soir, autour du palais du gouvernement, le député Nikol Pachinian, chef de file de la contestation, a donc pris soin d'annoncer une suite. «*Nous sommes prêts à continuer les discussions avec le premier ministre, Karen Karapetian, pour assurer le transfert du pouvoir au peuple*», a-t-il souligné. *J'espère que les hautes sphères du Parti républicain reconnaîtront sans équivoque la révolution de velours [nom qu'il avait donné au mouvement] non violente.*»

La crise politique qui secoue cette ancienne république soviétique de 2,9 millions de personnes située dans le Caucase n'est sans doute pas terminée, comme en est convenu, d'une certaine façon, le président d'Arménie, Armen Sarkissian (sans lien de parenté avec l'ex-premier ministre), en appelant à une trêve, mardi 24 avril, lors de la commémoration du génocide arménien par l'Empire ottoman. «*Ce jour-là, aucun Arménien ne peut s'opposer à un autre*», a-t-il souligné dans un message. Ses pouvoirs, cependant, sont très limités depuis la réforme constitutionnelle de décembre 2015 qui a transféré une bonne partie des prérogatives de la présidence au premier ministre.

Au-delà du changement de tête de l'exécutif, les revendications des manifestants, ulcérés par la corruption endémique et l'incapacité du gouvernement à juguler une pauvreté qui s'aggrave, ont bénéficié d'un fort soutien populaire tout au long du mouvement de contestation. Or, ces revendications, loin d'être apaisées, restent aujourd'hui sur la table. Les questions demeurent, enfin, sur le ralliement de dernière minute de militaires parmi les contestataires. S'agissait-il d'un mouvement spontané ou organisé ? Et dans ce cas, par qui ?

Les événements d'Arménie ont été suivis de près par Moscou, qui a observé une prudente réserve. «*C'est une affaire intérieure*», déclarait lundi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, tout en rappelant que l'Arménie est «*une alliée*», un «*pays très important pour nous*». La Russie y possède en effet une importante base militaire à Gumri, à 120 kilomètres

au nord-ouest d'Erevan, où sont stationnés plus de 4 000 hommes. Son armée contrôle toujours la frontière sud avec la Turquie, fermée. Surtout, l'Arménie est membre de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui unit d'anciennes républiques soviétiques depuis

2002, et de l'Union économique eurasiatique, une alliance entre

plusieurs Etats de la région, lancée en grande pompe en 2014.

Enclavée dans le Caucase, en guerre depuis trente ans avec son voisin azerbaïdjanais pour le contrôle du Haut-Karabakh, l'Arménie reste sur tous les plans très dépendante de la Russie. Dès sa nomination au poste de premier ministre, Vladimir Poutine avait d'ailleurs appelé Serge Sarkissian pour le féliciter « chaleureusement », ajoutant : « Je suis certain que votre travail à la tête du gouvernement facilitera la consolidation des relations amicales et alliées entre nos deux pays et la poursuite de bénéfices mutuels dans les processus d'intégration de l'Eurasie. » Après sa démission subite, le chef du Kremlin est resté silencieux.

#### Profil embarrassant

La prudence affichée par Moscou, peu désireuse de voir la situation s'envenimer, s'explique aussi par le soulagement de la nomination de M. Karapetian. Le premier ministre par intérim pilotait jusqu'ici les relations commerciales russo-arméniennes. Pour Moscou, qui le connaît bien, il incarne donc la continuité.

Le « héros » de la contestation, Nikol Pachinian, présente en revanche un profil bien plus embar-

assant pour le Kremlin. A 42 ans,

## Le ralliement de militaires aux contestataires était-il spontané ou organisé ? Et dans ce cas, par qui ?

cet ancien journaliste avait été l'un des meneurs des manifestations de 2008, lors de la première élection de M. Sarkissian comme président, manifestations qui avaient dégénéré en violentes échauffourées avec les forces de sécurité, provoquant la mort de dix personnes. Condamné à sept ans de prison en 2010 après quelques mois passés dans la clandestinité, il a été libéré l'année suivante à la faveur d'une amnistie. A la tête d'un petit parti, Contrat civil, ce père de quatre enfants a fait son entrée au Parlement comme député en 2017. Bon orateur, audacieux, il a multiplié ces derniers mois les meetings sur le terrain, parvenant à s'imposer comme le principal opposant, et séduisant de plus en plus de jeunes qui n'ont pas connu l'URSS. ■

ISABELLE MANDRAUD

## Un mauvais signal pour Vladimir Poutine

CE N'EST PAS UNE RÉVOLUTION DE COULEUR, mais plutôt « de velours ». Ce message de l'opposant Nikol Pachinian, beaucoup d'Arméniens, qui réclamaient dans la rue le départ du premier ministre Serge Sarkissian, n'ont cessé de le répéter. La contestation n'est guidée « ni par les intérêts des Etats-Unis, ni par ceux de l'Union européenne, ni par ceux de la Russie », a soutenu le député, reprenant une rhétorique, souvent employée à Moscou, d'une implication occidentale dans les soulèvements dans l'espace post-soviétique. Aucun débat n'a divisé les Arméniens entre pro-occidentaux ou prorusses, comme en Ukraine en 2014. Mais la démission de M. Sarkissian, après seulement onze jours de manifestations dans ce petit pays du Caucase, allié de la Russie, a tout d'une mauvaise nouvelle pour le président russe Vladimir Poutine.

Les événements ne pouvaient pas tomber plus mal, à quelques jours de l'investiture officielle, le 7 mai, pour un nouveau mandat de six ans, du chef de l'Etat russe. Président pendant dix ans, de 2008 à 2018, M. Sarkissian a souvent été accusé de plagier le Kremlin, en transférant les pouvoirs de la présidence au premier ministre, contournant ainsi la limite de deux mandats présidentiels fixée par la Constitution arménienne – un peu comme en Russie, lorsque M. Poutine avait échangé les rôles avec son premier ministre Dmitri Medvedev.

#### « Je me suis trompé »

Ce modèle s'est effondré. Et dans quels termes ! « Nikol Pachinian avait raison, et moi je me suis trompé », a déclaré le dirigeant arménien en annonçant sa démission. « Cela n'affectera en aucune façon le pouvoir russe. Sarkissian sera perçu comme un homme

politique faible qui s'est rendu », relativise Andreï Kolesnikov, politologue du centre de réflexion Carnegie Russie. « Mais cette fois, ajoute-t-il, le Kremlin aura du mal à incriminer le département d'Etat américain. »

« Je félicite les citoyens d'Arménie d'avoir atteint leur objectif », a réagi sur Twitter Alexeï Navalny. Pour le principal opposant du Kremlin, qui a lui-même appelé à de nouvelles manifestations en Russie, le 5 mai, deux jours avant l'investiture de M. Poutine, « la meilleure façon d'agir sur les politiciens qui veulent rester à vie à leur poste, c'est de sortir dans la rue. Un peu d'audace et de persévérance et tout se met en place ». « Des Arméniens luttant pour la démocratie et descendant dans la rue contre un régime corrompu et autocratique, le pire cauchemar de Poutine », s'est réjoui de son côté l'ancien champion d'échecs Garry Kasparov. ■

I. M. (MOSCOU, CORRESPONDANTE)